



REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Marchés de Fournitures Courantes et de Services

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Service en charge de la procédure :

Cellule des marchés publics - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex
Téléphone : 03.26.83.25.31 - Mail : cellulemarches@chu-reims.fr

Direction acheteuse :

Direction des Achats - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

Collecte, transport, traitement et valorisation des déchets

Procédure de passation :

Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique

Date et heure limites de réception des offres par voie électronique :

Le **Mercredi 21 mai 2025 à 15 h 00** dernier délai

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE.....	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
1.4. - RESERVATION DU MARCHE UNIQUEMENT POUR LE LOT N° 6	5
1.5. - PRESTATIONS SIMILAIRES	5
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE.....	5
2.1. - NATURE DU MARCHE ET COMPETENCE DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES.....	5
2.2. - FORMES ET DECOMPOSITION	6
2.3. - DUREES DU MARCHE.....	7
2.4. - DELAI D'EXECUTION	8
2.5. - MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	9
ARTICLE III - CONDITIONS RELATIVES A LA SOUMISSION.....	9
3.1. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX OFFRES PRESENTEES EN GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	9
3.1.1. - Forme juridique que devra revêtir un groupement d'opérateurs économiques.....	9
3.1.2. - Signature de l'acte d'engagement	9
3.1.3. - Présentation de plusieurs offres.....	9
3.1.4. - Cas particulier pour le lot n° 6 réservé aux seuls opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés conformément aux dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique :	10
3.2. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX OFFRES PRESENTEES AVEC SOUS-TRAITANCE.....	10
3.3. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX OFFRES PRESENTEES EN VARIANTE ET AUX PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	11
3.3.1. - Variante(s) à l'initiative des candidats (variantes libres)	11
3.3.2. - Variante(s) à l'initiative de l'acheteur (variantes obligatoires).....	11
3.3.3. - Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE).....	11
3.4. - VISITES DES SITES ET DES LOCAUX	11
ARTICLE IV - DOSSIER DE CONSULTATION.....	12
4.1. - COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	12
4.2. - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	12
4.3. - OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	13
ARTICLE V - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	14
5.1. - CONTENU DE LA CANDIDATURE	14
5.2. - CONTENU DE L'OFFRE	16
5.3. - REDACTION DES PIECES OU DOCUMENTS DEMANDES.....	17
ARTICLE VI - MODALITES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	18
ARTICLE VII - CONDITIONS DE DELAI	18
7.1. - DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	18
7.2. - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	18
ARTICLE VIII - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	18
8.1. - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	18
8.2. - CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	19

ARTICLE IX - ATTRIBUTION - NOTIFICATION DES RESULTATS.....	21
9.1. - ATTRIBUTION	21
9.2. - NOTIFICATION DES RESULTATS	22
ARTICLE X - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	22

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

1.1. - Type

☐ Fournitures ☒ Services ☐ Travaux

Nomenclature communautaire (CPV) :

Classification principale		Classifications complémentaires	
90524400-0	Service de collecte, de transport et d'élimination de déchets hospitaliers	90524000-6	Services relatifs aux déchets médicaux
		90500000-2	Services liés aux déchets et aux ordures

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet **des prestations de collecte, transport, traitement et valorisation des déchets pour le Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne** dont les établissements parties bénéficiaires sont identifiés en annexe n° 1 du présent CCAP, pour **l'Institut Godinot et l'EHPAD de Saint-Germain-la-ville (Résidence du Parc)**, identifiés dans cette même annexe.

Les quantités et spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe n° 1 (Recensement des besoins) ainsi que dans les Bordereaux de prix (DPGF ou BPU).

D'une part, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit pour le compte des établissements membres au groupement de commandes dont la liste figure en annexe n° 1 du CCAP.

D'autre part, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit également en tant qu'établissement support du GHUC.

Les prestations sont exécutées aux adresses des établissements membres identifiés en annexe n° 1 du CCAP.

1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **11 lots** détaillés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe n° 1 « Recensement des besoins » ainsi que dans les Bordereaux de prix (DPGF et BPU).

Chaque lot est attribué séparément. Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots, mais ne peuvent pas proposer d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

1.4. - Réserve du marché uniquement pour le lot n° 6

En application de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique, le lot n° 6 est réservé :

- à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5213-13 du Code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L.344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales,
- à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du Code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés.

La proportion minimale est fixée à 50 % conformément à l'article R.2113-7 du Code de la commande publique.

À tout moment durant l'exécution du marché pour le lot n° 6, le titulaire doit être en mesure de fournir la preuve de la validité du conventionnement auquel il est soumis, sur demande, et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Spécificités propres au secteur du handicap :

A des fins de valorisation des dépenses sous forme de déduction du montant de la contribution annuelle due au titre de l'Obligation d'Emploi de Travailleurs Handicapés (OETH), le titulaire du lot n° 6 adressera aux établissements membres du groupement de commandes, au plus tard le 31 janvier N+1 de chaque année couverte par le présent marché, une attestation compilant l'ensemble des prestations facturées et réglées sur l'année N, ainsi que le montant total de la part de main d'œuvre valorisable, conformément au modèle d'attestation fixé par l'arrêté du 19 novembre 2020.

Le montant de la déduction sera réparti entre les établissements membres du groupement de commandes concernés à due proportion de leurs dépenses respectives.

1.5. - Prestations similaires

Le Centre Hospitalier Universitaire se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'exécution de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché.

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Nature du marché et compétence du coordonnateur du groupement de commandes

Le marché est passé pour le groupement de commandes composé :

- Des établissements parties au GHUC suivants :
 - o Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims,
 - o Le Centre Hospitalier Léon Bourgeois de Châlons-en-Champagne,
 - o Le Centre Hospitalier Auban-Moët d'Epernay,
 - o Le Groupe Hospitalier Sud Ardennes (GHSA) de Rethel-Vouziers,
 - o Le Centre Hospitalier de Fismes,
 - o Le Centre Hospitalier de Montmirail,
 - o Le Centre Hospitalier d'Argonne de Sainte-Menehould,
 - o L'Etablissement Public de Santé Mentale de la Marne (EPSMM),
 - o L'EHPAD d'Avize,
 - o L'EHPAD d'Ay,

- L'EHPAD du Sud-Ardennais,
- L'EHPAD de Vertus,
- L'EHPAD de Verzenay,
- L'EHPAD de Vienne-le-Château.

Nota : Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit en qualité d'établissement support du GHUC, dans le cadre de la fonction achat mutualisée.

- De l'Institut de Godinot,
- De l'EHPAD de Saint-Germain-la-ville (Résidence du Parc).

Conformément à l'article L.2113-7 du Code de la commande publique, l'un des membres du groupement de commandes peut se voir confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché au nom et pour le compte des autres membres.

Pour l'accomplissement du présent marché, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims est le coordonnateur du groupement de commandes. A ce titre, il est compétent pour :

- coordonner le recensement des besoins ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des marchés ;
- établir et notifier, le cas échéant, toute modification aux marchés (avenant) ;
- de procéder, le cas échéant, à la reconduction ou non-reconduction des marchés ;
- prononcer, le cas échéant, la résiliation des marchés ;
- gérer, le cas échéant, les relations précontentieuses et les contentieux nés de la passation des marchés.

Les compétences autres que celles listées relèvent de chaque établissement à titre individuel.

2.2. - Formes et décomposition

Pour le lot n° 2 :

Le lot n° 2 se décompose en deux composantes, comme suit :

- Composante n° 1 : Collecte, chargement, transport, traitement et valorisation des Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères et des Emballages » pour le CHU de Reims et l'Institut Godinot
- Composante n° 2 : Collecte, chargement, transport, traitement et valorisation des Déchets Assimilés aux Ordures Ménagères et des Emballages » pour les établissements bénéficiaires du lot en dehors du CHU de Reims et de l'Institut Godinot + Autres déchets non dangereux traités par un éco-organisme ou association pour le Centre Hospitalier Universitaire de Reims et l'Institut Godinot.

La composante n° 1 du lot n° 2 prend la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

La composante n° 2 du lot n° 2 prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2^e alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum mais avec un maximum.

Pour chacun des établissements membres du groupement de commandes concernés par cette composante, les quantités annuelles estimatives sont fixées dans le recensement des besoins (annexe n° 1 au CCTP), à titre indicatif à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections réalisées. Ces quantités, qui serviront de base à la comparaison des offres, ne sont pas opposables aux établissements membres du groupement de commandes.

Le montant annuel maximum pour cette composante ne pourra excéder 300 % du montant déterminé par l'application des prix du titulaire à la date du dépôt de l'offre aux quantités estimatives.

Le titulaire s'engage pour les maximums.

Pour les lots n° 3 et 10 :

Le présent marché prend la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

Pour les n° 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 11 :

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2° alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum mais avec un maximum.

Pour chacun des établissements membres du groupement de commandes, les quantités annuelles estimatives sont fixées dans le recensement des besoins (annexe n° 1 au CCTP), à titre indicatif à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections réalisées. Ces quantités, qui serviront de base à la comparaison des offres, ne sont pas opposables aux établissements membres du groupement de commandes.

Le montant annuel maximum ne pourra excéder 300 % du montant déterminé par l'application des prix du titulaire à la date du dépôt de l'offre aux quantités estimatives.

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) pour les maximums.

2.3. - Durées du marché

Pour les lots n° 1, 2, 4, 5 et 6 :

Le marché est passé pour la période à compter du 1er décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si celle-ci est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2029.

Pour le lot n° 3 :

Le marché est passé pour la période à compter du 1^{er} décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si celle-ci est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2030.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 1 période de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Pour les lots n° 7, 8, 9 et 10 :

Le marché est passé pour la période à compter du 1^{er} décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si celle-ci est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2027.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 2 périodes de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Pour le lot n° 11 :

Le marché est passé pour la période à compter du 1^{er} décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si celle-ci est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2028.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 1 période de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Nota : La date de début d'exécution des prestations pour chaque établissement membre du groupement de commandes est précisée à l'annexe n° 2 du CCAP.

2.4. - Délai d'exécution

Pour l'ensemble de lots, les fréquences et les délais d'exécution sont ceux fixés dans le recensement des besoins (annexe n° 1 au CCTP).

Pour la mise en œuvre des moyens matériels, les contenants doivent être fournis dès le 1^{er} jour d'exécution du marché et doivent être remplacés sans délai lors de l'enlèvement.

Dans tous les cas de figure, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations définies dans les documents du marché, le titulaire encourt l'application des pénalités prévues dans l'annexe n° 4 du CCAP.

2.5. - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées par les ressources propres de chaque établissement membre du groupement de commandes.

Les prestations sont réglées par application de prix révisables.

Le paiement sera effectué dans le délai maximum de cinquante jours, excepté pour les EHPAD et l'Institut Godinot pour lesquels ce délai est de trente jours maximum, par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique et aux dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Aucun cautionnement ni garanties ne sont exigés.

ARTICLE III - CONDITIONS RELATIVES A LA SOUMISSION

3.1. - Dispositions relatives aux offres présentées en groupement d'opérateurs économiques

3.1.1. - Forme juridique que devra revêtir un groupement d'opérateurs économiques

En application des dispositions des articles R.2142-19 et R.2142-20 du Code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

En application des dispositions des articles R.2142-22 et R.2142-24 du Code de la commande publique, dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Aucune forme de groupement n'est imposée pour la présentation de l'offre.

Toutefois, si un groupement conjoint est désigné attributaire alors il pourra être contraint d'assurer sa transformation en groupement solidaire.

3.1.2. - Signature de l'acte d'engagement

En application des dispositions de l'article R.2142-23 du Code de la commande publique, l'acte d'engagement sera signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

3.1.3. - Présentation de plusieurs offres

En application des dispositions de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est fait interdiction aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ainsi qu'en qualité de membres de plusieurs groupements.

3.1.4. - Cas particulier pour le lot n° 6 réservé aux seuls opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés conformément aux dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique :

En raison du caractère réservé du lot n° 6 aux seuls opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés conformément aux dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique, il est fait interdiction aux candidats de présenter pour le lot n° 6 une offre en groupement avec d'une part un opérateur économique ordinaire et d'autre part avec un autre opérateur économique qui ne répond pas aux conditions des articles L.2113-12 et/ou L.2113-13 du Code de la commande publique.

Ainsi, la co-traitance est dans ce cas de figure possible à condition que le co-traitant appartienne lui aussi au secteur du travail protégé et adapté (STPA), c'est-à-dire un établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ou une entreprise adaptée (EA) ou une structure équivalente ou des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou une structure équivalente visées par l'article L.2113-13 du Code de la commande publique.

En tout état de cause, la co-traitance avec une entreprise ordinaire est interdite.

En conséquence, dans le cas où un des membres du groupement présentant une candidature/offre pour le lot n° 6 n'est pas une EA ou un ESAT ou une structure équivalente, ou une SIAE ou une structure équivalente, alors la candidature/l'offre concernée sera éliminée.

3.2. - Dispositions relatives aux offres présentées avec sous-traitance

Les candidats au moment de l'offre, tout comme le titulaire postérieurement à la conclusion du marché, peuvent envisager le recours à la sous-traitance pour l'exécution partielle du marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les candidats au moment de l'offre, tout comme le titulaire postérieurement à la conclusion du marché, préciseront le ou les domaines d'intervention pour le(s)quel(s) il(s) aura (auront) recours à la sous-traitance ainsi que la durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois, la quantité, la nature des prestations et les coûts de celle-ci. Il devra identifier ses sous-traitants.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement des sous-traitants présentés postérieurement à la conclusion du marché relèvent de la compétence de l'établissement membre du groupement de commandes.

Cas particulier pour le lot n° 6 réservé aux seuls opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés conformément aux dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique :

En raison du caractère réservé du lot n° 6 aux seuls opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés conformément aux dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique, il est fait interdiction aux candidats, pour ce lot, de recourir à la sous-traitance pour l'exécution partielle des prestations avec d'une part un opérateur économique ordinaire et d'autre part avec un autre opérateur économique qui ne répond pas aux conditions des articles L.2113-12 et/ou L.2113-13 du Code de la commande publique.

En revanche, le titulaire du lot n° 6 peut sous-traiter une partie des prestations au profit d'autres entreprises adaptées (EA), établissements et services d'aides par le travail (ESAT) ou toute

structure équivalente visés par l'article L.2113-12 du Code de la commande publique ou encore à des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou structure équivalente visés par l'article L.2113-13 du Code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

3.3. - Dispositions relatives aux offres présentées en variante et aux prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

3.3.1. - Variante(s) à l'initiative des candidats (variantes libres)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats proposent obligatoirement une offre entièrement conforme à la solution de base, telle que définie au dossier de consultation, sous peine de rejet de leur offre.

3.3.2. - Variante(s) à l'initiative de l'acheteur (variantes obligatoires)

Sans objet.

3.3.3. - Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE)

Sans objet.

3.4. - Visites des sites et des locaux

Pour les lots n° 1, 2 et 3 seulement sur le site du CHU de Reims et pour l'ensemble des sites des lots n° 4 et 5, chaque candidat devra obligatoirement, sous peine de rejet de l'offre, s'être rendu sur le(s) site(s), préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux et les locaux où les prestations doivent se dérouler.

A cette fin, pour le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, les dates de visite sont imposées comme suit :

- Mardi 29 avril 2025,
- Mardi 6 mai 2025.

Si nécessaire et selon le besoin, d'autres dates pourront être proposées.

Pour les autres établissements membres du groupement de commandes, les candidats devront solliciter une visite au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Pour la visite du(es) site(s), les candidats devront s'adresser aux personnes désignées dans l'annexe n° 2 au CCAP, qui viseront ou feront viser l'attestation de visite (annexe n° 3 du présent Règlement de la Consultation).

Aucune réponse orale ne sera apportée aux questions du candidat.

Avertissement :

Il est rappelé que l'attestation de visite (ou le fichier incluant une copie de ce document en cas de copie de sauvegarde) devra obligatoirement être jointe à l'offre de chaque candidat.

ARTICLE IV - DOSSIER DE CONSULTATION

REMARQUE PREALABLE :

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats seront réalisés par voie électronique. A cette fin, chaque candidat mentionnera de manière précise une adresse mail de référence (l'utilisation d'une adresse **mail générique** plutôt que personnelle est vivement recommandée).

4.1. - Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation et ses annexes :
 - *Annexe n°1 : Transmission des plis par voie électronique et dispositions relatives à la copie de sauvegarde,*
 - *Annexe n° 2 : Aide pour le dépôt de la réponse électronique,*
 - *Annexe n° 3 : Attestation de visite,*
 - *Annexe n° 4 : Critères et sous-critères techniques et environnementaux,*
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - *Annexe n°1 : Liste des membres du groupement de commandes,*
 - *Annexe n° 2 : Dates de début d'exécution des prestations pour chaque établissement membre du groupement de commandes et coordonnées des représentants,*
 - *Annexe n° 3 : Adresse de facturation, numéro SIRET, code chorus / mail des établissements membres du groupement de commandes,*
 - *Annexe n° 4 : Pénalités,*
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - *Annexe n° 1 : Recensement des besoins,*
 - *Annexe n° 2 : Principaux locaux intermédiaires – Site principal CHU Reims,*
 - *Annexe n° 3 : Plan de la plateforme à déchets CHU Reims,*
 - *Annexe n° 4 : Questionnaire technique.*
 - *Annexe n° 5 : Reprise du personnel,*
- la lettre de candidature (DC1 dans la version du 01/04/2019),
- la déclaration du candidat (DC2 dans la version du 21/11/2023),
- l'acte d'engagement (ATTRII dans la version du 01/04/2019) et ses annexes :
 - *Annexe n°1 : DPGF / BPU,*
 - *Annexe n°2 : Liste des comptables assignataires,*
 - *Annexe n° 3 : Décompte prévisionnel de charges,*
- la déclaration de sous-traitance (DC4 dans la version du 12/10/2023).

4.2. - Modifications de détail au dossier de consultation

Le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit d'envoyer aux candidats, au plus tard **11 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail apportées au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans ne pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée alors la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3. - Obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) pourra être téléchargé intégralement via le site dont l'adresse est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le téléchargement du dossier de consultation sur cette plate-forme de dématérialisation est en accès libre.

AVERTISSEMENT :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils veulent bénéficier, en tant que de besoin, de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au dossier de consultation, ils devront impérativement créer un compte leur permettant de s'identifier et permettant au Centre Hospitalier Universitaire d'établir de façon certaine une correspondance électronique.

Pour cela il convient de cliquer sur la rubrique « **Se connecter / M'inscrire** ».

NOUVEL UTILISATEUR ?
Inscrivez-vous !

Entreprise établie en France

SIREN
entreprise/SIRET
entreprise

SIREN SIRET OK ?

Entreprise non établie en France ou ne disposant pas d'un SIREN/SIRET ?

Pays/Territoires Sélectionnez ▼

Identifiant Identifiant National ...

(Ex: N° d'enregistrement national, DUNS Number, numéro local, etc.)

Confirmer votre inscription

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Centre Hospitalier Universitaire, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Word (.doc), Excel (.xls), Rich Text Format (.rtf), Adobe® Acrobat® (.pdf), PowerPoint, DWF Viewer ou DWG pour les plans, et les fichiers compressés au format Zip® (.zip).

ARTICLE V - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents constituant la candidature et l'offre du candidat seront insérés dans un pli électronique comprenant le Document Unique de Marché Européen (DUME) ou « le dossier candidature standard » et « le ou les dossiers d'offre » du candidat dont le contenu est précisé ci-après :

REMARQUES :

- 1) Il n'est pas nécessaire de joindre dans le ou les dossiers d'offre les documents contenus dans le dossier de candidature.
- 2) **En cas de réponse à plusieurs lots**, les candidats **doivent impérativement** sélectionner individuellement chaque lot pour lequel ils souhaitent soumissionner lors du dépôt de leurs offres.
- 3) Il est nécessaire de créer autant de « dossiers d'offre » que de lots auxquels le candidat soumissionne, soit **1 lot = 1 « dossier d'offre »**.

AIDE AU DEPOT DE LA REPONSE ELECTRONIQUE : Voir Annexe n° 2 du présent Règlement de la Consultation

5.1. - Contenu de la candidature

Lors du dépôt de son pli, le candidat aura le choix entre :

- Renseigner un Document Unique de Marché Européen (DUME),
OU
- Produire un dossier de candidature « standard ».

Remarque :

Quel que soit le choix du candidat, tous les documents et renseignements exigés au niveau de la candidature dans le présent article (aux paragraphes 1) et 2) de la rubrique « candidature « standard » ») et dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence doivent être fournis dans le dossier de candidature.

L'utilisation du DUME est vivement conseillée.

➤ **DUME**

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un DUME, en lieu et place du dossier de candidature « standard ».

Remarque :

Les documents et renseignements exigés au niveau de la candidature qui ne peuvent être fournis via le DUME doivent impérativement être fournis en sus du DUME dans le dossier de candidature.

Ce formulaire est à renseigner sur la plateforme PLACE, au moment du dépôt du pli.

Un guide d'utilisation est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

➤ **Candidature « standard » :**

La candidature contient impérativement les documents et renseignements suivants :

1) Les documents et renseignements relatifs à la situation juridique des candidats :

Pour un candidat se présentant seul ou pour chaque membre du groupement d'opérateurs économiques, sont fournis les déclarations et renseignements requis dans la lettre de candidature et de désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 dans la version du 01/04/2019 ou forme libre) et notamment :

- a) La présentation du candidat, seul ou en groupement d'entreprises (avec désignation du mandataire, de la forme du groupement, le cas échéant du rôle du mandataire du groupement conjoint, et de la répartition des prestations) ;

REMARQUES :

En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G).

Si le candidat est un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit s'identifier dans le tableau de la rubrique E du formulaire DC1, en précisant son nom et ses coordonnées, etc. Les prestations que chaque membre du groupement s'engage à exécuter doivent être également précisées dans ce tableau.

- b) La déclaration sur l'honneur du candidat individuel ou de chaque membre du groupement pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique.
- c) Pour chaque sous-traitant éventuellement identifié dès le stade de la candidature, une preuve que le groupement candidat en disposera pour l'exécution du marché (la preuve peut être apportée par tout moyen approprié, tel qu'un engagement écrit du sous-traitant) et une déclaration sur l'honneur que le sous-traitant n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique.

2) Les documents et renseignements relatifs à l'aptitude et aux capacités des candidats :

Pour un candidat se présentant seul ou pour chaque membre du groupement d'opérateurs économiques, sont fournis les renseignements et documents suivants :

- a) **Concernant l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :**
- L'arrêté autorisant le transport des déchets ;
 - Le cas échéant, en fonction du lot concerné et si nécessaire à la prise en charge des activités exercées, agréments ou autorisations de transport, déchets dangereux et non dangereux, arrêté d'exploitation des filières de traitement.

b) Concernant la capacité économique et financière :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés concernant la capacité économique et financière il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le Centre Hospitalier Universitaire.

c) Concernant les capacités techniques et professionnelles :

- Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Pour cette consultation, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Le candidat pourra fournir ces renseignements et documents via le formulaire DC2 dans la version du 21/11/2023 ou sous forme libre.

REMARQUE :

Aucune signature n'est exigée pour la fourniture des documents et renseignements ci-avant demandés.

5.2. - Contenu de l'offre

Le projet de marché sera constitué des pièces suivantes :

1) **Une offre de prix** comprenant :

- a. Pour les lots 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 11 et la composante n° 2 du lot n° 2 : Le(s) bordereau(x) de prix unitaires (BPU).
- b. Pour les lots n° 3 et 10 et la composante n° 1 et du lot n° 2 : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- c. Pour les lots n° 1, 2, 3, 4 et 5 : Le décompte prévisionnel de charges (cf. annexe n° 3 à l'ATTRII).

Un modèle de bordereau ou de DPGF est proposé dans le dossier de consultation (DCE).

REMARQUE :

La transmission de l'acte d'engagement **ATTRI 1** (*dans la version du 01/04/2019*) renseigné et signé par le candidat n'est pas obligatoire lors du dépôt de l'offre.

Le cas échéant, le Centre Hospitalier Universitaire soumettra à l'attributaire l'acte d'engagement **ATTRI 1** en vue de requérir sa signature.

En cas de transmission de l'acte d'engagement lors du dépôt de l'offre, il est laissé à la libre appréciation du candidat d'établir un acte d'engagement par lot ou commun à plusieurs lots.

Dans le cas d'un acte d'engagement commun à plusieurs lots, ce dernier n'est pas à transmettre dans chaque « dossier d'offre » même s'il faut effectivement créer un « dossier d'offre » pour chaque lot.

2) **Pour chacun des lots soumissionnés :**

- a. le questionnaire technique complété,
- b. les documents et renseignements demandés dans chaque questionnaire, pour chacun des lots soumissionnés.

3) **Pour les lots n° 1, 2, 3, 4 et 5 :** Une attestation de visite pour chaque établissement (en application de l'article 3.4 du présent Règlement de la Consultation,

4) Le cas échéant, une proposition d'escompte pour paiement rapide (dans un délai déterminé courant à compter de la date de réception de la facture).

Egalement, il pourra être joint le ou les documents ou renseignements suivants :

- **Demande de sous-traitance (via le formulaire DC4 version du 12/10/2023 ou forme libre) au moment du dépôt de l'offre :**

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit au Centre Hospitalier Universitaire une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

5.3. - Rédaction des pièces ou documents demandés

Les documents produits à l'appui de la candidature et de l'offre seront rédigés en français ou, dans le cas contraire, devront être accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE VI - MODALITES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres seront **obligatoirement** transmises par **voie électronique**, sur la plate-forme de dématérialisation des Achats de l'Etat (PLACE) jusqu'à la date et heure limites de remise des offres.

Les candidats auront également la possibilité d'effectuer un double envoi ; à savoir la transmission électronique accompagnée d'une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique, dans les conditions précisées à l'article **III** de l'annexe n° 1 au présent Règlement de la Consultation.

AVERTISSEMENTS :

- 1) Sans préjudice des dispositions prévues à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique et dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, les offres seront transmises en une seule fois, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le Centre Hospitalier Universitaire dans le délai fixé pour la remise des offres.
- 2) Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assurera la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les modalités de transmission des plis et des copies de sauvegarde sont annexées au présent Règlement de la Consultation (annexe n°1).

ARTICLE VII - CONDITIONS DE DELAI

7.1. - Date limite de réception des candidatures et des offres

La date limite de réception des candidatures et des offres est fixée au **Mercredi 21 mai 2025 à 15h00** dernier délai.

7.2. - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **huit mois** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE VIII - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1. - Critères de sélection des candidatures

Les candidatures seront vérifiées conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-3 du Code de la commande publique.

En cas d'absence ou d'omission de certaines pièces présentées à l'appui des candidatures, le Centre Hospitalier Universitaire pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Le Centre Hospitalier Universitaire élimine, en application de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidatures qui ne peuvent être admises.

8.2. - Critères de sélection des offres

Les critères pondérés pour le jugement des offres sont les suivants :

Pour le lot n° 1 :

- 1) **Prix (40 %).**
- 2) **Valeur technique (50 %)**
 - a. Compréhension des besoins (8%)
 - b. Organisation et moyens humains mis en œuvre (13%)
 - c. Organisation et moyens matériels mis en œuvre (14%)
 - d. Moyens mis en œuvre pour assurer le suivi, la transparence du service (7%)
 - e. Moyens pour assurer la qualité et la sécurité des prestations (8%)
- 3) **Performances environnementales de la flotte de véhicules proposée et dédiée pour le présent marché (10 %)**

Pour le lot n° 3 :

- 1) **Prix (40 %).**
- 2) **Valeur technique (60 %)**
 - a. Compréhension des besoins (6%)
 - b. Organisation et moyens humains mis en œuvre (13%)
 - c. Organisation et moyens matériels mis en œuvre (11%)
 - d. Moyens mis en œuvre pour assurer le suivi, la transparence du service (7%)
 - e. Moyens pour assurer la qualité et la sécurité des prestations (7%)
 - f. Organisation et moyens mis en œuvre pour l'amélioration des performances de collecte (6%)
 - g. Aménagement de la zone déchets (10%)

Pour les lots n° 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11 :

- 1) **Prix (40 %).**
- 2) **Valeur technique (50 %)**
 - a. Compréhension des besoins (8%)
 - b. Organisation et moyens humains mis en œuvre (13%)
 - c. Organisation et moyens matériels mis en œuvre (14%)
 - d. Moyens mis en œuvre pour assurer le suivi, la transparence du service (7%)
 - e. Moyens pour assurer la qualité et la sécurité des prestations (8%)
- 3) **Performances environnementales (10 %)**
 - a. Performances environnementales de la flotte de véhicules proposée et dédiée pour le présent marché (6%)
 - b. Performances environnementales des sites de traitement proposés (4%)

Pour le lot n° 10 :

1) Prix (40 %).

2) Valeur technique (30 %)

- a. Compréhension des besoins (5%)
- b. Organisation et moyens humains mis en œuvre (8%)
- c. Organisation et moyens matériels mis en œuvre (8%)
- d. Moyens mis en œuvre pour assurer le suivi, la transparence du service (5%)
- e. Moyens pour assurer la qualité et la sécurité des prestations (4%)

3) Performances environnementales (30 %)

- a. Performances environnementales de la flotte de véhicules proposée et dédiée pour le présent marché (5%)
- b. Performances environnementales des sites de traitement proposés (25%)

Le détail des critères et sous-critères est annexé au présent Règlement de la consultation (cf. annexe 4 – Critères et sous-critères techniques et environnementaux).

Méthode de notation :

Le critère « Prix » sera apprécié :

➔ *Pour le lot n° 6, selon la formule ci-dessous :*

Notation de chaque offre = $(40 \times \text{Prix moyen des offres déposées}^2) / (\text{Prix moyen des offres déposées}^2 + \text{Prix de l'offre notée}^2)$

➔ *Pour le lot n° 11, selon la méthode suivante :*

La note maximale est donnée au prix le plus avantageux, 5 points seront retirés par tranche de 1 000 € TTC par rapport au prix le plus bas proposé, ou au prorata lorsque l'écart le justifie.

Notation de l'offre = $40 - (5 \times (\text{Prix de l'offre notée} - \text{Prix le plus bas proposé} / 1000))$

➔ *Pour tous les autres lots, selon la formule ci-dessous :*

Notation de chaque offre = $40 \times (\text{Prix le plus bas proposé} / \text{Prix de l'offre notée})$

Le critère « Valeur technique » et le critère « Performances environnementales » seront évalués en application des sous-critères et items pondérés fixés à l'article n° 4 du présent Règlement de la Consultation et seront appréciés selon le barème ci-dessous :

Absence de réponse	0
Très insatisfaisant	1
Insatisfaisant	2
Correct	3
Satisfaisant	4
Très satisfaisant	5

Nota :

- En cas de discordance constatée dans une offre, les prix unitaires ou prix unitaires forfaitisés ou prix forfaitaires portés en chiffres sur l'Acte d'Engagement, ou sur les tableaux annexés à celui-ci, prévalent sur toutes autres indications de l'offre. Le Centre Hospitalier Universitaire procèdera aux rectifications nécessaires à la comparaison des offres.
- En application de l'article R.2152-1, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le Centre Hospitalier Universitaire peut, en application de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.
- Toute offre jugée insuffisante techniquement (note technique inférieure à la moyenne) sera éliminée.
- Les offres seront classées par ordre décroissant.

ARTICLE IX - ATTRIBUTION - NOTIFICATION DES RESULTATS

9.1. - Attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse est retenue à titre provisoire sous réserve de la production par le candidat, **dans un délai qui ne pourra pas être fixé en-deçà de 3 jours à compter de la demande**, des documents justificatifs et autres moyens de preuve demandés en application des articles R.2143-6 à R.2143-12 et R.2144-4 du Code de la commande publique :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-2 du Code de la commande publique. L'arrêté du 22 mars 2019 fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés. (*Nota : Depuis le 1^{er} juillet 2021, l'attestation générale délivrée par les organismes de recouvrement ne pourra être délivrée que si l'ensemble des obligations déclaratives et de paiement, y compris celles relatives à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, ont été respectées ou, en cas de retard de paiement, si un plan d'apurement a été conclu*).
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 (par exemple un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K-bis)) ou D.8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.
- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3 du Code de la commande publique, **son numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1^o de l'article R.2143-13 ou, si le candidat est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
Nota : Lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, l'acheteur ne peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification, le candidat doit lui communiquer un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.
- La copie du ou des jugements prononcés lorsque le candidat est en redressement judiciaire.

REMARQUES :

- 1) Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.
- 2) Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le Centre Hospitalier Universitaire peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Nota : Le candidat a notamment la possibilité d'utiliser **l'espace de stockage numérique** dénommé **coffre-fort électronique** disponible sur le profil acheteur « <https://www.marches-publics.gouv.fr> » afin d'y déposer les documents justificatifs et moyens de preuve précités. S'il utilise cet outil, le candidat devra l'indiquer explicitement dans son dossier.

- 3) Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

9.2. - Notification des résultats

Les candidats dont l'offre n'a pas été retenue seront informés par courrier électronique avec accusé réception du rejet de celle-ci.

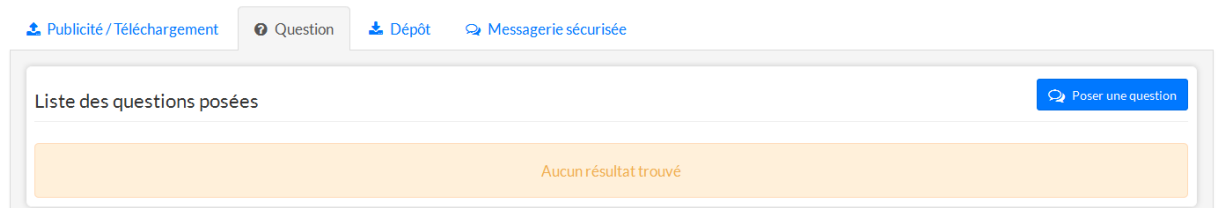
Le cas échéant, le Centre Hospitalier Universitaire soumettra à l'attributaire l'acte d'engagement ATTRI 1 en vue de requérir sa signature.

Le candidat retenu ne bénéficiera de la qualité de titulaire qu'à compter de la réception de la notification du marché par courrier électronique avec accusé réception (laquelle consiste en l'envoi d'une copie du marché signé).

ARTICLE X - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires, les candidats feront parvenir au plus tard, **dix jours** avant la date limite de remise des offres, **une demande écrite par voie électronique** sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats s'identifieront avec leur compte (couple identifiant/mot de passe), et accéderont à la consultation voulue, puis dans l'onglet « **Question** » cliqueront sur « **Poser une question** ».



Une réponse sera alors adressée, par écrit, par voie électronique sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> à tous les candidats ayant retiré le dossier, au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres.

Reims, le 2 avril 2025

Pour la Directrice générale
et par délégation,
Le Directeur des Achats

David ROZÉ